

Contestation de la misère, misère de la contestation

Du 15 avril au 9 mai, l'université a été fermée sur décision du président P. Lunel. Cette fermeture fut une réponse à la mobilisation des étudiants en anthropologie dont le département est menacé de disparition suite à l'application de la réforme LMD. Ces derniers occupaient l'amphi A1 depuis le 21 mars, et furent rejoints par des sans-papiers, un collectif de lutte contre la discrimination d'une étudiante voilée, des habitants des quartiers alentours... Le jour précédent la fermeture de la fac, les occupants de l'amphi A1 furent expulsés par les CRS, alors que des négociations étaient en cours avec le président. Des incidents et des dégradations diverses sur lesquelles nous n'avons à ce jour aucune précision seraient à l'origine de cette décision.

La nécessité de se mobiliser face à ces mesures arbitraires et les perspectives régressives que l'on nous impose exigent de construire des mobilisations à la hauteur de ces enjeux. Les modes d'organisation en sont la pierre angulaire. Le mouvement des « anthropotes » semble partager des traits communs avec une forme collective courante sur le terrain des luttes sociales, qui doit être un objet central de travail pour qui veut agir politiquement et lucidement.

1- Ces collectifs se construisent sur le refus radical de la récupération et de la bureaucratisation. L'idéologie qui prévaut est alors celle du *spontanéisme*. La désorganisation, rationalisée autour de l'équation organisation = récupération, est alors revendiquée comme une forme aboutie d'autonomie. Ainsi nul besoin de règles pour discuter avant de décider puisque l'évidence partagée ici est qu'il suffit de déclarer que la parole est libre pour que tout le monde s'exprime. Le besoin, impérieux aujourd'hui, de lien social et humain pose un impératif de convivialité qui fait primer les relations affectives, souvent au détriment des autres affinités (politiques, intellectuelles).

2 – Pourtant, comme dans la plupart des collectifs en lutte ces derniers temps les orientations réelles des mouvements ne sont pas celles des individus qui les composent. Les effets de ce mode de fonctionnement, qui fantasme la démocratie plutôt qu'il ne la pratique, sont identiques au modèle autoritaire bureaucratique : L'autorité décisionnelle n'est plus entre les mains d'un appareil anonyme, mais entre celles d'une clique fédérée autour d'une ou plusieurs personnalités charismatiques, rarement reconnues comme telles. L'adhésion des membres du groupe est assurée via la séduction et la manipulation, de sorte que ces derniers intériorisent les désirs du leader, et se persuadent d'être co-auteurs des décisions et des actions menées au sein d'une lutte dont les enjeux bien souvent leur échappent.

Au sein de ces collectifs il existe bien des règles, implicites et mouvantes, axées autour d'un savoir-être qui valide l'adhésion ou l'exclusion du groupe. Ce mode d'organisation, évidemment dénié, entretient la confusion entre autonomie et autoservitude, et anesthésie de fait tout conflit ouvert et toute possibilité d'évolution.

3 – Alors quoi ? Il n'y a évidemment pas de « solution » fétiche qui protégerait contre la bureaucratisation et la récupération. Les collectifs dont nous avons un besoin impérieux sont à construire presque entièrement. Ils ne pourront se faire que sur les ruines du mythe individualiste qui prévaut actuellement, et cache un conformisme mortifère. Substituer à l'AG verrouillée d'avance par quelques bureaucrates une AG-horde où le débat d'idées est impossible n'est que masquer la confiscation du pouvoir sous une philosophie de bazar. La politique vit quand sont tenues et incarnées collectivement les questions « Qui fait la loi ici ? », « comment fonctionne réellement notre collectif ? », « Que voulons nous ? »

*Des étudiants et habitants du quartier
etatdeslieuxp8@no-log.org*